

# CONFÉRENCE DE LA HAYE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

Septième Session

La Haye, 9—31 octobre 1951

## Statut de la Conférence de La Haye de Droit International Privé (texte révisé)

Les Gouvernements des Pays ci-après énumérés:

la République Fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Suède et la Suisse;

considérant le caractère permanent de la Conférence de La Haye de Droit International Privé;

désirant accentuer ce caractère;

ayant, à cette fin, estimé souhaitable de doter la Conférence d'un Statut;

sont convenus des dispositions suivantes:

### Article 1er

La Conférence de La Haye a pour but de travailler à l'unification progressive des règles de droit international privé.

### Article 2

Sont Membres de la Conférence de La Haye de Droit International Privé les Etats qui ont déjà participé à une ou plusieurs Sessions de la Conférence et qui acceptent le présent Statut.

Peuvent devenir Membres tous autres Etats dont la participation présente un intérêt de nature juridique pour les travaux de la Conférence. L'admission de nouveaux Membres est décidée par les Gouvernements des Etats participants, sur proposition de l'un ou de plusieurs d'entre eux, à la majorité des voix émises, dans un délai de six mois, à dater du jour où les Gouvernements ont été saisis de cette proposition.

L'admission devient définitive du fait de l'acceptation du présent Statut par l'Etat intéressé.

### Article 3

Le fonctionnement de la Conférence est assuré par la Commission d'Etat néerlandaise, instituée par Décret Royal du 20 février 1897 en vue de promouvoir la codification du droit international privé.

Cette Commission assure ce fonctionnement par l'intermédiaire d'un Bureau Permanent dont elle dirige les activités.

Elle examine toutes les propositions destinées à être mises à l'ordre du jour de la Conférence. Elle est libre d'apprécier la suite à donner à ces propositions.

La Commission d'Etat fixe, après consultation des Membres de la Conférence, la date et l'ordre du jour des Sessions.

Elle s'adresse au Gouvernement des Pays-Bas pour la convocation des Membres.

Les Sessions ordinaires de la Conférence auront lieu, en principe, tous les quatre ans.

En cas de besoin, la Commission d'Etat peut, après avis favorable des Membres, prier le Gouvernement des Pays-Bas de réunir la Conférence en Session Extraordinaire.

### Article 4

Le Bureau Permanent a son siège à La Haye. Il est composé d'un Secrétaire Général et de deux Secrétaires, appartenant à des nationalités différentes, qui sont nommés par le Gouvernement des Pays-Bas, sur présentation de la Commission d'Etat.

Le Secrétaire Général et les Secrétaires devront posséder des connaissances juridiques et une expérience pratique appropriées.

Le nombre des Secrétaires peut être augmenté après consultation des Membres de la Conférence.

### Article 5

Sous la direction de la Commission d'Etat, le Bureau Permanent est chargé:

a) de la préparation et de l'organisation des Sessions de la Conférence de La Haye, ainsi que des réunions des Commissions spéciales;

b) des travaux du Secrétariat des Sessions et des réunions ci-dessus prévues;

c) de toutes les tâches qui rentrent dans l'activité d'un secrétariat.

### Article 6

En vue de faciliter les communications entre les Membres de la Conférence et le Bureau Permanent, le Gouvernement de chacun des Membres doit désigner un organe national.

Le Bureau Permanent peut correspondre avec tous les organes nationaux ainsi désignés, et avec les organisations internationales compétentes.

### Article 7

La Conférence et, dans l'intervalle des Sessions, la Commission d'Etat, peuvent instituer des Commissions spéciales, en vue d'élaborer des projets de Convention ou d'étudier toutes questions de droit international privé rentrant dans le but de la Conférence.

### Article 8

Les dépenses du fonctionnement et de l'entretien du Bureau Permanent et des Commissions spéciales sont réparties entre les Membres de la Conférence, à l'exception des indemnités de déplacement et de séjour des Délégués aux Commissions spéciales, lesquelles indemnités sont à la charge des Gouvernements représentés.

### Article 9

Le budget du Bureau Permanent et des Commissions spéciales est soumis, chaque année, à l'approbation des Représentants diplomatiques, à La Haye, des Membres.

Ces Représentants fixent également la répartition, entre les Membres, des dépenses mises par ce budget à la charge de ces derniers.

Les Représentants diplomatiques se réunissent, à ces fins, sous la Présidence du Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

### Article 10

Les dépenses, résultant des Sessions Ordinaires de la Conférence, sont supportées par le Gouvernement des Pays-Bas.

En cas de Session Extraordinaire, les dépenses sont réparties entre les Membres de la Conférence représentés à la Session.

En tout cas, les indemnités de déplacement et de séjour des Délégués sont à la charge de leurs Gouvernements respectifs.

### Article 11

Les usages de la Conférence continuent à être en vigueur pour tout ce qui n'est pas contraire au présent Statut ou au Règlement.

### Article 12

Des modifications peuvent être apportées au présent Statut si elles sont approuvées par les deux tiers des Membres.

## Article 13

Les dispositions du présent Statut seront complétées par un Règlement, en vue d'en assurer l'exécution. Ce Règlement sera établi par le Bureau Permanent et soumis à l'approbation des Gouvernements des Membres.

## Article 14

Le présent Statut sera soumis à l'acceptation des Gouvernements des Etats ayant participé à une ou plusieurs Sessions de la Conférence. Il entrera en vigueur dès qu'il sera accepté par la majorité des Etats représentés à la Septième Session.

La déclaration d'acceptation sera déposée auprès du Gouvernement néerlandais, qui en donnera connaissance aux Gouvernements visés au premier alinéa de cet article.

Il en sera de même, en cas d'admission d'un Etat nouveau, de la déclaration d'acceptation de cet Etat.

## Article 15

Chaque Membre pourra dénoncer le présent Statut après une période de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur aux termes de l'article 14, alinéa 1er.

La dénonciation devra être notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, au moins six mois avant l'expiration de l'année budgétaire de la Conférence, et produira son effet à l'expiration de ladite année, mais uniquement à l'égard du Membre qui l'aura notifiée.

Copie certifiée conforme à l'original*Pour*

Le Directeur des Traités  
du Ministère des Affaires Etrangères  
du Royaume des Pays-Bas

Certified true copy of the original*for*

The Director of Treaties  
of the Ministry of Foreign Affairs  
of the Kingdom of the Netherlands




## CONFERENCIA DE LA HAYA DE DERECHO INTERNACIONAL PRIVADO

Sétima Sesión  
La Haya, 9 - 31 de octubre de 1951

### Estatuto de la Conferencia de la Haya de Derecho Internacional Privado (texto revisado)

Los gobiernos de los países enumerados a continuación:  
la República Federal de Alemania, Austria, Bélgica, Dinamarca, España,  
Finlandia, Francia, Italia, Japón, Luxemburgo, Noruega, los Países Bajos, Portugal,  
el Reino Unido de Gran Bretaña y de Irlanda del Norte, Suecia y Suiza;

Considerando el carácter permanente de la Conferencia de La Haya de  
Derecho Internacional Privado;

deseando acentuar este carácter;

habiendo considerado deseable, con tal fin, dotar de un Estatuto a la  
Conferencia;

han acordado las siguientes disposiciones:

#### Artículo 1

La Conferencia de la Haya tiene como objetivo trabajar en la unificación  
progresiva de las reglas de derecho internacional privado.

#### Artículo 2

Son Miembros de la Conferencia de La Haya de Derecho Internacional  
Privado los Estados que ya han participado en una o varias sesiones de la  
Conferencia y que aceptan el presente Estatuto.

Puede hacerse Miembro cualquier otro Estado cuya participación represente  
un interés de naturaleza jurídica para los trabajos de la Conferencia. La admisión de  
nuevos Miembros es decidida por los gobiernos de los Estados participantes, a  
propuesta de uno o de varios de éstos, por mayoría de votos emitidos, en un plazo  
de seis meses a partir del día en que los Gobiernos hayan recibido esta propuesta.

La admisión se vuelve definitiva a partir de la aceptación del presente  
Estatuto por el Estado interesado.

### Artículo 3

El funcionamiento de la Conferencia está asegurado por la Comisión de Estado Holandesa, establecida por Decreto Real del 20 de febrero de 1897 con miras a promover la codificación del derecho internacional privado.

Esta Comisión asegura dicho funcionamiento por medio de una Oficina Permanente cuyas actividades dirige.

La Comisión examina todas las propuestas destinadas a ser incluidas en la orden del día de la Conferencia. Es libre de evaluar el curso que se dará a estas propuestas.

La Comisión de Estado fija, previa consulta a los Miembros de la Conferencia, la fecha y la orden del día de las sesiones.

Esta Comisión se dirige al Gobierno de los Países Bajos para la convocatoria de los Miembros.

Las sesiones ordinarias de la Conferencia tendrán lugar, en principio, cada cuatro años.

En caso de necesidad, la Comisión de Estado puede, previo parecer favorable de los Miembros, pedir al Gobierno de los Países Bajos que reúna la Conferencia en sesión extraordinaria.

### Artículo 4

La Oficina Permanente tiene su sede en La Haya. Está compuesta por un Secretario General y dos Secretarios, de nacionalidades diferentes, que son nombrados por el Gobierno de los Países Bajos, a propuesta de la Comisión de Estado.

El Secretario General y los Secretarios deberán poseer conocimientos jurídicos y experiencia práctica apropiados.

El número de Secretarios puede ser incrementado, previa consulta a los Miembros de la Conferencia.

### Artículo 5

Bajo la dirección de la Comisión de Estado, la Oficina Permanente está encargada:

- a) de la preparación y de la organización de las sesiones de la Conferencia de La Haya, así como de las reuniones de las Comisiones Especiales;
- b) de los trabajos de la Secretaría de las sesiones y de las reuniones antes mencionadas;
- c) de todas las tareas concernientes a las actividades de una secretaría.

### Artículo 6

Con miras a facilitar las comunicaciones entre los Miembros de la Conferencia y la Oficina Permanente, el Gobierno de cada uno de los Miembros debe designar un órgano nacional.

La Oficina Permanente puede estar en comunicación con todos los órganos así designados, y con las organizaciones internacionales competentes.

#### Artículo 7

La Conferencia y, en el intervalo de las sesiones, la Comisión de Estado, pueden establecer Comisiones Especiales, con miras a elaborar proyectos de Convención o a estudiar todos los asuntos de derecho internacional privado que conciernan al objetivo de la Conferencia.

#### Artículo 8

Los gastos del funcionamiento y del mantenimiento de la Oficina Permanente y de las Comisiones Especiales se reparten entre los Miembros de la Conferencia, con excepción de las dietas de viaje y de estadía de los Delegados a las Comisiones Especiales, dietas que correrán a cargo de los Gobiernos representados.

#### Artículo 9

El presupuesto de la Oficina Permanente y de las Comisiones Especiales se somete, cada año, a la aprobación de los Representantes Diplomáticos de los Miembros en La Haya.

Estos representantes también fijan la repartición, entre los Miembros, de los gastos puestos a cargo de estos últimos por dicho presupuesto.

Los Representantes Diplomáticos se reúnen, con tal fin, bajo la Presidencia del Ministro de Asuntos Exteriores de los Países Bajos.

#### Artículo 10

Los gastos que resulten de las sesiones ordinarias de la Conferencia corren por cuenta del Gobierno de los Países Bajos.

En caso de sesión extraordinaria, los gastos se reparten entre los Miembros de la Conferencia representados en la sesión.

En todo caso, las dietas de viaje y de estadía de los Delegados corren a cargo de sus respectivos Gobiernos.

#### Artículo 11

Las usanzas de la Conferencia siguen vigentes para todo aquello que no sea contrario al presente Estatuto o al Reglamento.

#### Artículo 12

Es posible aportar modificaciones al presente Estatuto, si éstas son aprobadas por dos tercios de los Miembros.

#### Artículo 13

Las disposiciones del presente Estatuto serán completadas por un Reglamento, con vistas a asegurar su ejecución. Este Reglamento será establecido por la Oficina Permanente y sometido a la aprobación de los Gobiernos de los Miembros.

#### Artículo 14

El presente Estatuto será sometido a la aceptación de los Gobiernos de los Estados que hayan participado en una o varias sesiones de la Conferencia. Entrará en vigor desde el momento en que sea aceptado por la mayoría de los Estados representados en la Séptima Sesión.

La declaración de aceptación será depositada ante el Gobierno Holandés, que la pondrá en conocimiento de los Gobiernos referidos en el primer apartado del presente artículo.

Se procederá de la misma manera, en caso de admisión de un Estado nuevo, para la declaración de aceptación de este Estado.

#### Artículo 15

Cualquiera de los Miembros podrá denunciar el presente Estatuto después de un periodo de cinco años a partir de su entrada en vigor en los términos del artículo 14, apartado 1°.

La denuncia deberá ser notificada al Ministerio de Asuntos Exteriores de los Países Bajos, por lo menos seis meses antes de la expiración del año presupuestario de la Conferencia, y se hará efectiva a la expiración de dicho año, pero sólo en lo que respecta al Miembro que la hubiere notificado.